

3 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N° 3.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

DES TRAVAILLEURS.

PARIS, 2 JUIN.

ELECTIONS DE PARIS.

Nous proposons aux travailleurs la liste des candidats adoptés par les délégués des corporations d'ouvriers, des ateliers nationaux, des gardes mobile et républicaine et des clubs démocratiques.

Caussidière.

Pierre Leroux.

Prudhon.

Raspail père.

T. Thoré.

Cabet.

Kersausie.

Ch. Lagrange.

Savary, ex-cordonnier, employé au gaz.

Adam, cambreur.

Marmet, monteur en bronze.

Nous nous abstenons de la moindre observation sur ces noms. Que tous ne soient pas à nos yeux également dignes du suffrage populaire, c'est possible, mais là n'est pas la question.

Puisque ces noms ont déjà réuni tant de votes favorables, il faut que les électeurs qui n'ont pas été appelés à en délibérer ne compromettent pas le succès probable de la liste par des exclusions et des additions qui en détruisent l'intégrité.

Toute altération de la liste, au gré de la répugnance ou de la prédilection individuelle, ouvrirait une brèche aux ennemis de notre cause.

Ce qui importe avant tout, c'est que le peuple, pressé par les phalanges de la réaction, serre ses rangs et forme un bataillon sacré et carré, c'est qu'il vote enfin comme un seul homme. Nos adversaires sont passés maîtres dans l'art des manœuvres électorales; nous ne pouvons vaincre l'habileté de leur tactique et confondre leurs desseins que par le concert de nos efforts. Décrétons l'union en permanence, faisons mieux, sachons la pratiquer.

Ce n'est pas que nous espérons de la réussite de nos candidats un redressement sensible dans la marche des affaires publiques. Mais nous remporterons une victoire morale sur le génie de la conservation aveugle, si nous lui faisons subir l'imperturbable unanimité de nos bulletins.

Qu'on le comprenne bien, il ne s'agit pas pour nous de voir siéger sur les bancs parlementaires la collection complète des représentants désignés; il s'agit de prouver à la France que le peuple de Paris sait se servir de l'arme que le suffrage universel a mise entre ses mains, et qu'il oppose à ses adversaires une conspiration invincible de volontés.

Ce n'est pas le triomphe des candidats qui est en cause, c'est le triomphe même de la masse des électeurs.

Tel est le sens politique des nouvelles élections de Paris.

Donc, point de division. Faisons taire nos antipathies et nos admirations; votons quand même.

N'est-il pas temps que le peuple fasse abstraction des hommes et ne s'attache qu'aux principes? Nul homme aujourd'hui n'est assez fort pour sauver la France, nul homme n'est assez fort pour la perdre. C'est le peuple lui-même qui se sauvera par une foi inébranlable dans ses principes régénérateurs, et l'acte que ces principes lui prescrivent impérieusement dans une journée électorale, c'est l'union.

M. Louis Blanc.

La commission, chargée d'examiner s'il y a lieu d'autoriser les poursuites contre M. Louis Blanc, a conclu à accorder l'autorisation demandée, dans l'in-

térêt même de la dignité d'un représentant du peuple.

C'est aussi notre avis. Tout innocent accusé doit briguer l'honneur de monter sur la sellette afin de confondre ses accusateurs. C'est le traiter en ami que de lui donner la main pour comparaître devant ses juges. Tel a été le sentiment de la majorité de la commission qui ne croit pas à une culpabilité chimérique.

Une lettre de Barbès, communiquée par le président de l'Assemblée, a déjà fait évanouir l'un de ces propos sur lesquels a été bâti le réquisitoire de messieurs du parquet républicain.

Au président de l'Assemblée nationale.

Donjon de Vincennes, 1^{er} juin 1848.

Citoyen président,

A chacun la responsabilité de ses paroles et de ses actes.

On accuse le citoyen Louis Blanc d'avoir dit, dans la séance du 15 mai, aux délégués des pétitionnaires: « Je vous félicite d'avoir reconquis le droit de pétition, et ce droit ne pourra plus être contesté. »

Ces mots ou leurs équivalents ont été prononcés en effet dans cette séance; mais il y a eu confusion de personnes. Ce n'est pas Louis Blanc qui les a prononcés, c'est moi; et on peut les lire dans le *Moniteur*, à la suite de mon nom.

Je vous prie, citoyen président, de communiquer cette déclaration à l'Assemblée, et d'agréer pour elle et pour vous mes salutations fraternelles.

BARBÈS.

ATELIERS NATIONAUX.

Cette rage systématique de dénigrement des classes laborieuses, dont nous parlions hier, s'est surtout appliquée aux ateliers nationaux. Nos législateurs ont fait chorus avec les réactionnaires; le gouvernement s'est mis de la partie, et les ateliers nationaux, en butte à d'indignes calomnies, sont sous le coup d'une dissolution.

Il importe de bien expliquer les causes de cet acharnement sans pitié.

On sait comment les ateliers nationaux se sont formés. Le premier devoir de la République était d'occuper les bras que la révolution laissait sans ouvrage dans les ateliers particuliers, de remplacer le salaire des maîtres par une solde inscrite au budget de l'Etat. Mais, en cédant à une nécessité passagère, on déterminait, sans s'en douter, un fait nouveau d'une importance durable.

Cette population ne voulait pas se considérer comme un pêle mèle que le chômage de l'industrie privée rassemblait pour un moment, que la reprise des affaires dissiperait en rappelant les ouvriers à leurs travaux antérieurs. L'esprit de corps naquit très vite entre tous ces éléments précédemment inconnus ou hostiles les uns aux autres. La communauté de la misère, l'enthousiasme de la révolution, pour laquelle plusieurs avaient combattu, établirent une première solidarité. Ce qui acheva de les unir, ce fut la passion de servir l'état préférablement à leurs patrons. Le drapeau national, sous lequel ils s'étaient enrôlés, leur parut plus noble que l'enseigne d'une boutique, que la raison commerciale de telle ou telle maison. Pour échapper à leurs maîtres ils se donnèrent de cœur à la République dont ils ambitionnaient la solde, dont ils acceptaient la discipline.

Pour le dire bien net, aux yeux de tout observateur sagace, conséquemment à l'insu de nos gouvernants, les ateliers nationaux devinrent le premier noyau de la grande armée industrielle de l'Etat.

En 1792, à la veille d'entrer dans cette carrière de combats qui ne se ferma qu'en 1815, la France avait besoin de disposer les cadres d'une armée patriotique capable de repousser les ennemis de notre liberté, de

reporter chez eux la flamme du foyer qu'ils se proposaient d'éteindre. Quels furent alors les premiers soldats de ces légions immortelles qui débûterent à Valmy et revinrent, après un long tour d'Europe, témoigner de leur sublime courage à Waterloo? Ce furent ces bandes de citoyens qui s'équipaient à la hâte, portaient à peine habillés, et qu'un patriotisme brûlant entraînait aux frontières. Ce furent les réquisitionnaires.

Hé bien! les réquisitionnaires de la grande armée pacifique qui fécondera la France, ce sont les ouvriers des ateliers nationaux.

Oui, c'est là, à travers le désordre inséparable d'une création, que se trouvent les rudiments de cette force publique qui, un jour peut-être, aura aussi son arc-de-triomphe érigé à la gloire du travail. Nos réquisitionnaires de 1848 n'ont pas la mission de leurs devanciers de 1792; produire est la leur, détruire était celle des autres. Mais ils les égalent par l'ardeur du patriotisme, par l'horreur de toute tyrannie, et ils les surpassent par l'intelligence avec laquelle ils comprennent la haute destinée des travailleurs, lorsque l'Etat en sera le chef et le père.

Telle est la cause véritable de l'agression persévérante contre les ateliers nationaux.

L'intervention de l'Etat dans l'industrie est la croyance de ces ouvriers; n'est-il pas évident qu'ils devaient être outragés par tous les fauteurs de la libre concurrence, par tous les ennemis rétrogrades du rôle du gouvernement dans le champ de la production, par tous les incurables adversaires de l'organisation des travailleurs, par tous les fanatiques de la prédominance des capitaux et du despotisme des instruments de travail?

Cette milice laborieuse, ne relevant que de l'Etat, consterne les conservateurs qui, en conscience, se croient obligés à perpétuer le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les ateliers nationaux sont pour les travailleurs une sorte de champ d'asile, où ils échappent au bon plaisir des maîtres, et les maîtres sont là qui demandent avec obstination qu'on dissipe ce rassemblement d'esclaves séditieux.

Ce qui a contribué à accroître l'exaspération de nos conservateurs, c'est que les ateliers nationaux avaient pour pendant la mise à l'étude du problème de l'organisation du travail. Si le quartier-général de la théorie était au Luxembourg, le quartier-général de la pratique était au parc Monceaux. Quel double épouvantail pour nos peureux! Rien n'était plus conséquent, après avoir fermé le laboratoire des idées, que de dissoudre les ateliers nationaux. Puisque l'école des philosophes est vide, il est temps de contraindre les soldats à replier leurs tentes.

Et comme tout se tient, presque au même instant on enlève le général de l'armée, on poursuit le chef d'école. M. Emile Thomas est exilé à Bordeaux sans jugement, M. Louis Blanc est menacé de Vincennes. Mais aucun de ces messieurs n'est destiné au rôle de victime, et nous sommes plus touchés du sort qu'on réserve aux ateliers nationaux; on ne les calomnie que pour les sacrifier.

Quelles injures leur a-t-on épargnées! Ce sont des fainéants dont l'oisiveté s'engraisse aux dépens du Trésor! Vingt-trois sous de salaire, quel canonicat!

Ce sont des sinécures; la République abolit les sinécures.

Ce sont des cumulards, car plusieurs sont inscrits deux et trois fois, et la République abolit le cumul.

Ce sont des mendiants déguisés en ouvriers, de vrais lazaroni, comme si les enfants de Paris se battaient contre la liberté au profit de la tyrannie!

Ce sont des ennemis de l'ordre, lorsque Paris a dormi paisiblement entre ces cent mille bras vigou-

reux et désœuvrés !

Nous ne faisons pas l'apologie de l'organisation des ateliers nationaux, mais était-ce donc aux ouvriers à concevoir des plans pour l'emploi productif de leurs forces ? N'était-ce pas le devoir de l'administration ? Si l'administration a gaspillé le temps des travailleurs et l'argent de la République ; si avec une armée de plus de cent mille hommes entre les mains pendant deux mois elle n'a rien produit, pas même un épi, l'administration est convaincue d'incapacité, soit ; les ouvriers sont-ils coupables ?

Mais pour que le gouvernement provisoire évitât cette funeste incurie à l'endroit des ateliers nationaux, il lui aurait fallu l'intelligence de ce qu'il y avait de vital dans cette ébauche improvisée. Au lieu d'y découvrir un germe fécond d'avenir, il n'y vit que l'espèce de rebut des événements, que le débris du naufrage du passé. Les futurs soldats de l'industrie lui apparurent comme des ouvriers en grève dont il ne devait songer qu'à se débarrasser. Le gouvernement ne pouvait donc s'imposer la tâche d'utiliser ces cohortes de travailleurs, il ne sut que les subir comme un vaste paupérisme, et l'Assemblée nationale, aussi bien avisée, les contemplant avec douleur comme une plaie, tandis que nos économistes parcimonieux les stigmatisent du nom de budgetivores. Ah ! les ouvriers des ateliers nationaux, en résistant à leur dissolution, ont plus que nos gouvernants la prescience de l'avenir.

Lamartine et Ledru-Rollin.

Ces deux citoyens sont les deux membres les plus influents du directoire de 1848. On dit qu'ils vivent aujourd'hui dans un merveilleux accord après s'être vingt fois brouillés et raccommodés. Bref, par raison ou par inclination, les voilà mariés, sauf à divorcer, ce qui est toujours permis dans les mariages politiques, et ce couple mène la France. Soit ; mais de grâce, qu'est-ce que ce couple dictatorial sait des questions relatives au travail ?

M. Lamartine, le cygne harmonieux de Macon, s'entend à l'économie sociale comme un musicien, et M. Ledru-Rollin, l'aigle du Mans, s'y entend comme un avocat.

Nous savons bien que ces deux citoyens s'étaient réservé deux chaires d'économie parmi celles que M. Carnot a créées au collège de France. Mais tout le monde est convaincu qu'ils s'étaient proposé d'enseigner, afin d'avoir l'occasion d'apprendre.

Honneur sans doute à leurs grands talents ! Avec eux nous avons une République dont M. Ledru-Rollin fait les paroles et dont M. Lamartine fait la musique.

Mais est-ce là un gouvernement de travailleurs ? C'est un gouvernement d'artistes.

Nous ne contestons pas leurs bonnes intentions ; cependant il ne suffit pas de savoir parler et chanter ; il faut agir.

MM. Guizot et Duchâtel ne faisaient rien, rien, rien ; que font MM. Lamartine et Ledru-Rollin ? Ils ne font pas plus, mais ils défotent davantage. Seulement M. Ledru-Rollin pécore mieux que M. Duchâtel, M. Lamartine vocalise mieux que M. Guizot. Qu'y gagnons-nous ?

Travailleurs, nous vous le répéterons jusqu'à satiété, ne mettez votre confiance qu'en vous. Le peuple et les principes, voilà ce qui fondera l'avenir de la république démocratique et sociale.

Mémoire du citoyen Caussidière.

Parmi les hommes nouveaux que la révolution de février a portés au pouvoir, le citoyen Caussidière a marqué sa place au premier rang. Cette distinction peut sembler peu flatteuse si l'on considère l'essai des médiocrités qui ont pris soudainement l'essor sur les ailes de la République. Mais nous ne le jugeons pas par comparaison ; en l'appréciant intrinsèquement, nous le tenons pour un homme d'une trempe vigoureuse et fine.

Tout Paris a rendu justice à la modération et à la sagacité dont il a fait preuve dans l'exercice de fonctions nouvelles pour lui. C'était quelque chose de remarquable que cette métamorphose si bien réussie d'un conspirateur émérite en préfet de police, d'un agitateur violent et énergique en magistrat impartial, en conciliateur plein de mesure. Il y a des hommes qui ne sont turbulents que parce qu'ils ne sont pas à leur place. Dès qu'ils l'ont trouvée, l'esprit de gouvernement se révèle. Trop souvent même on les voit apostasier jusqu'aux principes dont ils étaient les champions ; le citoyen Caussidière est trop habile

pour être jamais un renégat ; c'est là le propre des esprits inférieurs et des cœurs égoïstes.

Au surplus, ce n'est pas ce qu'on semble lui reprocher. Les dépositaires du pouvoir et les membres les plus fougues de la réaction l'ont même accusé, plus ou moins clairement, d'avoir participé, par son inaction et son silence, à l'affaire du 15 mai. Le préfet de police n'aurait pas dit tout ce qu'il aurait su, il n'aurait pas fait tout ce qu'il aurait dû. Le mémoire que le citoyen Caussidière vient de publier nous semble une justification complète.

A notre avis, la réaction bourgeoise, qui a ses représentants partout, ne s'accommodait pas de la présence du citoyen Caussidière à la préfecture de police. On l'a mis en suspicion parce qu'on devait nécessairement lui être suspect. Dès lors qu'on le craignait comme un surveillant et un obstacle, on en a fait un demi-conspirateur pour le compromettre et le forcer à la retraite. C'est une des applications du système conservateur républicain.

La fureur des arrestations.

Où s'arrêteront-ils ? Ne finiront-ils pas, dans leur passion pour l'arrestation, par s'arrêter eux-mêmes ?

Dernièrement, devant le passage de l'Opéra, ils ont arrêté un membre de l'Assemblée constituante, prenant la rosette de représentant pour un signe de ralliement incendiaire. Il a eu beau réclamer, plusieurs citoyens ont eu beau le reconnaître et certifier sa qualité, rien n'y a fait. Le représentant du peuple a été conduit dans le cabinet d'un juge de paix, provisoirement transformé en violon, et il n'a fallu rien moins que de hautes interventions pour le faire élargir et le protéger contre la vindicte des amis de l'ordre.

Nous mêmes nous avons couru le risque d'une arrestation. Voici à quel propos :

Nous étions en chemin de fer. Là comme partout on parlait politique ; la question des ateliers nationaux était sur le tapis, et l'on qualifiait les travailleurs en termes tels que, malgré notre horreur pour la discussion, nous ne pûmes faire autrement que de protester contre un pareil langage. Nous rappellions les droits des travailleurs, l'héroïsme et la magnanimité du peuple aux barricades, le tout avec calme, lorsque l'un des pourfendeurs auxquels nous nous adressions nous dit avec une brutale naïveté :

— Monsieur, je ne serais pas surpris qu'un homme professant de telles doctrines eût envahi l'Assemblée nationale, au 15 mai.

— Cela vous ferait plaisir, n'est-ce pas, lui répondis-je en souriant ; par malheur, je suis innocent, j'étais à la campagne.

— Taisez-vous, taisiez-vous, répliqua mon homme en brandissant le poing, faute de mieux. Voilà ! ils étaient tous à la campagne ou dans le lit, comme ce Caussidière.

Moi, toujours calme, je dis quelques mots en faveur de l'ex-préfet de police.

— Taisez-vous, s'écria l'énergumène, ou je vous fais arrêter au débarcadère comme un factieux, et j'en ai les moyens, ajouta-t-il en se rengorgeant.

Ce qui nous fit supposer que nous avions tout au moins affaire à un gros bonnet de la garde nationale.

Revenez donc à vous, bourgeois effarés ; reprenez vos sens, et prenez garde que l'ordre ne vous reproche un jour de l'avoir aimé comme l'ours de la fable aimait son maître. — « Mieux vaudrait un sage ennemi. »

Le rappel.

M. Clément Thomas, généralissime des gardes nationales de Paris et de la banlieue, a publié un ordre du jour pour expliquer de quelle façon désormais les tambours s'y prendront pour appeler, sur la place publique, les diverses fractions de la garde nationale. Suivant les diverses variantes qu'il a imaginées, ce sera telle compagnie, tel bataillon, ou tous les bataillons, ou telle légion qui seront appelés. Quand il s'agira de toute la garde nationale, on battra la générale.

On n'est pas plus ingénieux. Mais M. Clément Thomas n'ignore pas qu'un ordre du jour est insuffisant, y en eût-il deux par jour, pour modifier les habitudes d'une population. Or, pour semer l'alarme, il suffit d'un tapotement quelconque sur le tambour. Aussitôt gens de courir de boutique en boutique, de loge en loge, de raconter comme quoi on se bat dans un tel faubourg, comme quoi cent mille hommes en blouse sont réunis à la bastille ou dans le Champ-de-Mars, et autres sottises de ce genre. Les magasins se fer-

ment, les peureux se cachent, les femmes et les vieillards s'inquiètent, tout Paris s'émue ; la banlieue frissonne, et le chemin de fer va porter dans la province la nouvelle d'un massacre dans la capitale.

Ce qu'il faudrait, c'est que les chefs de la garde nationale qui régissent les baguettes de tambours apportassent dans cette direction plus de réserve. C'est que dans les régions du pouvoir on ne prit pas des moulins à vent pour des insurgés, et qu'on fut plus sobre de cette musique bruyante qui effraye les uns et provoque les autres.

On sait la fable du berger qui, pour se divertir, cria au loup. Tout le monde accourut. C'était une plaisanterie. Le lendemain, le loup vient en effet ; le berger appelle au secours, mais personne ne vient.

Nous engageons MM. les chefs de la garde nationale à méditer sur cet apologue.

Révision de la loi des prud'hommes.

D'après le projet de loi présenté par le citoyen Flocon et adopté par l'Assemblée constituante, les ouvriers et les maîtres doivent figurer en nombre égal dans ces tribunaux de paix de l'industrie.

C'est fort bien. Or, dans l'Assemblée constituante qui a mission de statuer souverainement sur les graves questions de l'industrie, quel est le rapport des ouvriers aux maîtres ?

Il y a plus d'abbés que d'ouvriers.

L'orgueil de la barbe.

En révolution, le plus fatal des oublis est l'oubli dont nous frappons les femmes, et ce sourd dédain, conséquence de notre vieille servitude, complique toujours l'abrutissement qui nous tient dans les fers.

Émanciper les femmes, c'est préparer l'enfance à l'éducation des principes de fraternité que les cœurs jeunes et brûlants d'indépendance peuvent seuls contenir. Sauver les enfants, c'est délivrer la terre ; et comme les femmes, avant tout, sont leurs premiers et leurs seuls guides, quand leur esprit en progrès, en jouant avec leurs nourrissons, enseme en eux ce qu'elles ont de sacré, appelons les à l'audition de tous nos débats, afin que le tact admirable de leur compréhension, dégagé des ténèbres de notre tutelle, montre d'abord à nos enfants le chemin de Dieu qui conduit à la lumière où le bonheur de tous sera l'ouvrage de chacun.

La femme considérée comme sœur, épouse ou mère, soutient l'homme à son insu, dirige ses passions et commande à sa vie. Si l'homme a pour lui le mouvement de la bataille, la femme a dans les frémissants de son exaltation l'affranchissement occulte, intérieur, infini qui pousse les défenseurs de la race humaine à la rébellion universelle devant un jour nous entraîner à quelque combat dont la victoire proclamera alors une paix invincible, intelligente, au profit de tous les enfants du monde.

Mais, nous autres travailleurs, nous n'avons pas le sens social assez sagace encore pour chercher à intéresser les femmes aux spectacles de nos élans révolutionnaires. Égoïstes dans notre matérialité, nous leur imposons les soins domestiques sans jamais les admettre au grand œuvre de notre organisation. Pourtant, quand nous sommes compromis, se sont elles alors, qui plus complètes que nous, et tout en se dévouant à leurs charges d'intérieur, nous consolent l'âme et persévèrent à défendre nos opinions devant nos ennemis ; et malgré le danger, elles traversent l'émeute et bravent la fusillade pour nous jeter à l'oreille un de ces mots qui perdent les tyrans.

Ne désespérons pas et labourons le présent pour mieux récolter dans l'avenir. Ouvriers, surtout, dégarotez les femmes, ne craignez pas de les réunir aux conseils de vos assemblées sociales et politiques ; initiez-les, enflammez-les, et l'étincelle que vous aurez mise en elles bientôt s'élancera en volcan suprême et sauveur. La femme et l'homme doivent parcourir ensemble les mêmes activités de vie puisque les mêmes fins les attendent. Il serait grand de voir ce couple de lions humains quitter des habitudes d'isolement, de but précaire et de personnalité pour se plonger dans la masse des douleurs générales ; et de leurs pensées confondues, et de leur souffle ardent faire peur aux liberticides qui de loin les entendraient passer dans les misères de l'existence quelquefois en espérant, souvent en rugissant.

G. GAUNY.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 33.